



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.3/43/L.79
25 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Bulgarie, Burkina Faso, Cuba, Nicaragua et Viet Nam : projet de résolution

Amélioration de la vie sociale

L'Assemblée générale,

Agissant à l'esprit que les Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont engagés, aux termes de la Charte des Nations Unies, à promouvoir le progrès social et à améliorer les conditions de vie dans une liberté plus grande,

Rappelant les principes proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme 1/ et la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social 2/,

Consciente de la nécessité d'établir un équilibre harmonieux entre le progrès scientifique, technique et matériel et le progrès intellectuel, spirituel, culturel et moral de l'humanité,

Considérant que l'amélioration de la vie sociale doit être fondée sur le respect et la promotion de tous les droits de l'homme, et en particulier sur l'élimination de toutes les formes de discrimination,

Constatant que le progrès social et le développement sont fondés sur le respect de la dignité et de la valeur de la personne humaine,

Considérant que de saines activités récréatives, culturelles et sportives contribuent à assurer un niveau adéquat de santé physique et mentale,

1/ Résolution 217 A (III).

2/ Résolution 2542 (XXIV).

Considérant également qu'il importe que l'amélioration de la vie sociale soit assurée de façon régulière et continue,

Tenant compte du fait que les inégalités et déséquilibres du système économique international accroissent l'écart entre les pays développés et les pays en développement et, partant, entravent considérablement le développement des pays en développement, et ont des effets négatifs sur les relations internationales et sur la promotion de la paix et de la sécurité mondiales,

Consciente que chaque pays a le droit souverain d'adopter librement le système économique et social qu'il juge le plus approprié et que chaque gouvernement a un rôle primordial à jouer s'agissant d'assurer le progrès social et le bien-être de sa population,

Convaincue de la nécessité urgente d'éliminer rapidement le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et toutes les formes de discrimination raciale, l'apartheid, l'agression, l'occupation et la domination étrangères, et toutes les formes d'inégalité, d'exploitation et d'asservissement des peuples, qui constituent des obstacles fondamentaux au progrès économique et social, ainsi qu'à la promotion de la paix et de la sécurité mondiales,

Rappelant ses résolutions 40/100 du 13 décembre 1985, 41/152 du 4 décembre 1986 et 42/145 du 7 décembre 1987,

1. Constate qu'en dépit des efforts déployés, les progrès réalisés concernant l'amélioration de la situation sociale dans le monde demeurent insuffisants et qu'il faudra donc redoubler d'efforts à cette fin;
2. Note avec une profonde préoccupation la lenteur des progrès réalisés dans l'application de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social;
3. Réaffirme que les aspects et les objectifs sociaux du développement font partie intégrante du processus global de développement et que chaque Etat a le droit souverain de déterminer et d'appliquer librement une politique appropriée de développement social dans le cadre de ses plans et priorités de développement;
4. Souligne l'importance que revêt l'instauration du nouvel ordre économique international pour la réalisation du progrès social;
5. Demande aux Etats Membres de faire tout leur possible pour promouvoir l'élimination rapide et totale des éléments fondamentaux qui entravent le progrès et le développement économiques et sociaux, tels que le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et toutes les formes de discrimination raciale, l'apartheid, l'agression, l'occupation et la domination étrangères, et toutes les formes d'inégalité et d'exploitation des peuples, et d'adopter en outre des mesures efficaces pour réduire les tensions internationales;
6. Réaffirme le droit qu'a chacun de jouir du plus haut niveau possible de santé physique et mentale;

7. Souligne que la participation à des activités culturelles, sportives et récréatives, ainsi que l'utilisation des loisirs, sans discrimination aucune, contribuent à l'amélioration de la vie sociale;

8. Prie le Secrétaire général d'établir un rapport sur l'amélioration de la vie sociale dans le monde, compte tenu des observations que les Etats Membres auront pu faire conformément à la présente résolution;

9. Décide de reprendre l'examen de la question de l'amélioration de la vie sociale à sa quarante-cinquième session.
